

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

du                    Secrétariat

à                    la Convention

---

Objet :            **Réactions au projet d'articles 24 à 33 du Traité constitutionnel**  
                      **- Analyse**

---

Les membres de la Convention trouveront en annexe des fiches d'analyse des propositions d'amendements aux articles 24 à 33 (CONV 571/03).

**ANALYSE DE L'ENSEMBLE DES AMENDEMENTS**

Les membres de la Convention ont présenté 237 amendements au projet d'articles 24 à 33.

Il faut tenir compte en premier lieu du fait que nombre de ces amendements ont une portée horizontale concernant la dénomination des instruments juridiques ou de la Constitution, l'ajout d'un nouvel instrument (p.e. loi organique, directive) ou encore la définition d'un certain instrument (p.e. limiter l'usage des règlement aux actes délégués ou leur attribuer un caractère législatif). Ces amendements très nombreux concernent une quantité limitée de sujets.

Les questions qui ont attiré un plus grand nombre d'amendements sont les suivantes:

1. En ce qui concerne le catalogue des instruments juridiques, les amendements confirment l'approche qui consiste à distinguer entre les actes législatifs et non législatifs. Certains ajoutent d'autres instruments à ceux proposés. Plusieurs demandent à ce qu'on prévoit une catégorie de règlements qui reprendrait les caractéristiques de la directive actuelle pour pouvoir ainsi disposer dans la sphère du non législatif, d'un instrument obligatoire pour les États membres quant au résultat mais flexible quant aux moyens.
2. Beaucoup d'amendements s'opposent à prévoir des exceptions à la règle générale d'adoption des actes législatifs conformément à la procédure législative. D'autres amendements, tout en acceptant qu'il y ait des exceptions, expriment une certaine inquiétude en ce qui concerne la portée de la règle générale, ces amendements demandent que les exceptions soient clairement spécifiées. Certains amendements demandent, dans le cas des exceptions, que le Parlement européen soit consulté et que la Commission exerce l'initiative législative. Tous ces amendements confirment en définitive que la règle générale pour l'adoption des actes législatifs doit être la procédure législative.
3. En ce qui concerne l'acte délégué, nombreux ont été les amendements portant sur les conditions d'application et demandant surtout la suppression de la possibilité de prévoir la caducité d'un règlement délégué après un délai déterminé (sunset clause). Plusieurs amendements concernent aussi la définition des règlements délégués. Tous ces amendements soutiennent en définitive la proposition d'établir ce type d'acte.

4. Pour ce qui est des actes d'exécution, les amendements se concentrent le plus souvent sur les modalités de contrôle et sur la procédure les fixant. Ils sont contradictoires entre eux: certains voudraient rétablir la procédure actuelle (décision du Conseil à l'unanimité après avis du Parlement), d'autres voudraient modifier à travers ce projet d'article, voire supprimer, le système de comitologie actuel.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ENSEMBLE DU TITRE V**

### **Dénomination des instruments:**

Certains amendements proposent des dénominations alternatives:

Loi de l'Union européenne, loi-cadre de l'Union européenne, etc. (am. 5 Belohorská et autres et 6 Andriukaitis e.a.).

Loi UE, loi-cadre UE, etc. (ams. 10, 57, 102, 115, 171, 208, 233 Hjelm-Wallén e. a.)

Loi de l'Union, loi-cadre de l'Union, etc. (am.52 Kelam e.a.)

Loi de la Communauté européenne, etc. (ams. 14, 53, 199 Kirkhope)

Suppression de l'adjectif "européen" après loi, loi-cadre etc. (am. 8, 124, 211, 235 Fini)

### **Dénomination de la Constitution**

Certains amendements proposent de remplacer les références à la Constitution par : Traité constitutionnel (am. 5 Belohorská e. a.) Traité (ams. 12 et 85 Queirò ) ou encore Traité simplifié (ams.14, 53, 199 Kirkhope)

### **Création d'une catégorie de lois organiques**

Plusieurs amendements visent la création d'un nouveau type d'acte, la loi organique, qui s'ajouterait à ceux déjà proposés. Ces amendements concernent plusieurs articles. Il s'agit des amendements : 17, 69, 132, 212 Michel e. a., 18, 55 Duff e. a., 19, 82, 210 et 223 Lequiller, 20 Kaufmann, 81 de Villepin.

### **Changement du titre**

Quelques amendements proposent de changer le titre de cette section (am.1 Lequiller et 2 Lopes et Lobo Antunes), d'autres proposent aussi de changer la dénomination actes par instruments (am. 7 Queirò, 20 Kaufmann).

### **Systématique du titre ainsi que de l'article 24 :**

Certains amendements s'écartent à différents degrés de la logique qui inspire l'article 24 et le titre V: La distinction qui y est faite entre acte législatif et non législatifs est ignorée par les amendements 10 Hjelm-Wallén e. a. ou 14 Kirkhope.

Les amendements Farnleitner (16, 94, 114, 149, 209 et 224) proposent une classification entre actes obligatoires (législatifs et non législatifs) et non obligatoires. La directive est incluse entre les actes

non législatifs à côté du règlement et de la décision.

Les amendements Michel e. a. (17, 101, 155 et 212) proposent de créer la loi organique et de réserver le règlement à l'acte délégué et la décision à l'acte d'exécution.

Les amendements Duff e. a. (18, 99) proposent de créer la loi organique, d'attribuer caractère législatif à l'acte délégué et d'appeler "exécutif" au "non législatif".

L'amendement 47 Wittbrodt et autres propose d'ajouter la distinction entre actes obligatoires et non obligatoires.

### **Méthode ouverte de coordination**

Deux amendements proposent d'introduire dans ce titre V une disposition concernant la méthode ouverte de coordination: amendements 48 Villepin et 237 Gabaglio.

### **Transparence**

Quelques amendements proposent d'introduire l'exigence de transparence dans l'adoption de tous les actes de l'Union: amendements 3 Chabert e. a., 47 Wittbrodt et Fogler et 50 Brok e. a.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 24**

### **Loi-cadre**

Quelques amendements proposent sa suppression (ams. 14 Kirkhope, 21 Bonde et Seppänen, 25 Stockton)

D'autres voudraient fixer dans la loi-cadre un délai pour sa transposition en droit national (ams. 22 Duhamel e.a., 23 Duhamel e.a., 24 Lamassoure). Certains voudraient qu'elles ne soient pas trop détaillées (ams. 26 Wuermeling et Altmaier, 27 Teufel).

Am. 28 Muscardini : propose une rédaction alternative pour la loi-cadre

Am. 29 Gabaglio : propose que les États membres ne soient pas libres de choisir les moyens pour transposer une loi-cadre.

L'am. 30 Chabert, e. a. : rappelle le rôle qui correspond à certaines collectivités régionales dans la transposition en droit national les lois-cadre.

### **Règlement**

Quelques amendements proposent sa suppression (ams. 14 Kirkhope, 25 Stockton, 31 Heathcoat-Amory), l'am. 32 Hain propose sa suppression mais seulement en tant qu'instrument directement basé sur la Constitution.

Plusieurs amendements demandent d'ajouter un type de règlement qui reprendrait les caractéristiques de la directive actuelle. Il s'agit des ams. 16 Farnleitner (qui propose un acte particulier appelé directive), 37 Santer e. a. (qui propose le règlement-cadre), 38 De Vries et De Bruijn, 39 Tiilikainen e.a., 40 Schlüter et 41 Dam Kristensen (qui proposent d'ajouter la définition sous la dénomination règlement).

D'autres amendements modifient certains éléments de la définition du règlement: l'am. 34 Queirò et 18 Duff et autres attribuent caractère législatif aux règlements délégués, tandis que l'am. 17 Michel e. a. réserve le règlement aux actes délégués exclusivement. Selon les ams. 35 Kohout et 36 Costa et d'Oliveira, les règlements ne doivent pas servir à la mise en oeuvre directe de la Constitution.

### **Décision**

Quelques amendements proposent sa suppression (ams. 14 Kirkhope, 25 Stockton). L'am. 42 Queirò propose de récupérer la définition actuelle qui implique que la décision a toujours des destinataires.

**Limitation du recours aux actes atypiques: paragraphe 2 du projet d'article 24:**

Plusieurs amendements demandent la suppression du paragraphe: 2 Lopes et Lobo Antunes, 13 Fayot, 20 Kaufmann, 37 Santer e. a., 44 Borrell e. a., 45 De Vries et De Bruijn.

D'autres proposent de le déplacer au paragraphe 25: 35 Kohout, 39 et 77 Tiilikainen e. a..

L'am. 46 Azevedo et Nazaré Pereira propose une rédaction alternative.

**Autres amendements :**

Am. 11 Borrell e. a. : propose que la liste des instruments soit exhaustive

Am. 13 Fayot: les compétences "sont attribuées par la Constitution"

Am. 21 Bonde et Seppänen: propose de fixer un délai aux lois

Am. 43 De Vries et de Bruijn : propose de supprimer les avis

Am. 49 Fayot : propose de tenir compte dans ce chapitre de l'activité politique du Conseil européen

Am. 9 Pieters : linguistique.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 25**

### **Modalités de la Procédure législative**

Plusieurs amendements proposent d'introduire dans l'article 25 des éléments plus détaillés de la procédure législative. L'am. 55 Duff e.a. introduit la procédure complète. Les ams. 56 De Vries et de Bruijn et 59 Queiró introduisent des précisions concernant la conciliation.

Les majorités requises au Parlement et au Conseil sont précisées dans les ams. 66 Meyer, 67 Dini e.a. et 68 Duhamel e.a..

Le vote à la majorité qualifiée au Conseil est précisé dans les ams. 69 Michel e.a., 70 Brok e.a., 76 Voggenhuber e.a. et 86 Wittbrodt et Fogler.

### **Modalités particulières de la procédure législative**

Nombreux amendements demandent la suppression de particularités prévues en ce qui concerne la matière couverte actuellement par le troisième pilier : 53 Kirkhope, 54 Kaufmann, 58 Borrell e.a., 66 Meyer, 67 Dini e.a., 68 Duhamel e.a., 69 Michel e.a., 70 Brok e.a., 71 Paciotti.

L'am. 63 Santer e.a. propose de prévoir des particularités aussi en matière de PESC et de défense et en matière de politique sociale et fiscalité, l'am. 62 Jacobs.

### **Exceptions à la procédure législative**

De nombreux amendements s'opposent à prévoir des exceptions à la règle générale d'adoption des actes législatifs conformément à la procédure législative : 53 Kirkhope, 54 Kaufmann, 55 Duff e.a., 66 Meyer, 67 Dini e.a. 68 Duhamel e.a., 69 Michel e.a., 70 Brok e.a., 71 Paciotti, 72 Lamassoure, 73 Borrell e.a., 74 Costa et d'Oliveira, 75 Stockton, 76 Voggenhuber e.a..

Certains amendements proposent de préciser les exception dans la Constitution, il s'agit des amendements : 61 Kohout, 70 Brok e.a. (qui propose en outre qu'une fois dépassé un délai de 5 années, la règle générale serait appliquée), 77 Tiilikainen e.a. et 80 De Vries et de Bruijn.

Quelques amendements précisent que dans le cas des exceptions le Parlement européen est toujours consulté : 78 Fischer, 79 Kuneva et 77 Tiilikainen e.a.. Ces deux derniers amendements précisent aussi l'initiative de la Commission.



### **Transparence**

Le paragraphe 3 concernant la transparence de la procédure législative, fait l'objet de quelques amendements qui proposent des rédactions alternatives : 54 Kaufmann, 55 Duff e.a. 61 Kohout, 65 Fini, 76 Voggenhuber e.a., 83 Bonde e.a. et 84 Fayot.

### **Consultation du CdeR et du CES**

Plusieurs amendements rappellent qu'il faut consulter les Comités lorsque la Constitution le stipule: 70 Brok e. a., 86 Wittbrodt et Fogler, 87 Teufel, 77 Farnleitner et 89 Chabert e. a..

### **Autres amendements**

L'am. 51 Queiró propose de changer le titre par "approbation des actes législatives". L'am. 53 Kirkhope propose l'initiative législative du Parlement.

L'am. 58 Borrell e.a. réaffirme la faculté du Parlement et du Conseil et demander une initiative législative à la Commission.

L'am. 83 Bonde e.a. introduit les Parlement nationaux dans la procédure pour l'adoption des actes législatifs.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 26**

### **Suppression de l'article**

Quelques amendements demandent la suppression de cet article: 90 Kirkhope, 91 Kelam e.a., 92 Kaufmann et 93 Stockton.

### **Amendements liés aux amendements à l'art. 24**

Am. 95 Hübner e.a.: les décisions sont réservées à la mise en oeuvre de la Constitution et, selon l'am. 101 Michel e.a.: aussi aux actes d'exécution, et le règlement aux actes délégués.

Am. 97 Villepin et am. 99 Duff e.a.: ils résultent de l'attribution de caractère législatif aux actes délégués.

Am. 98 Costa et d'Oliveira: seules les décisions peuvent être utilisées pour la mise en oeuvre directe de la Constitution.

### **Autres amendements :**

Les ams. 96 Lopes et Lobo Antunes et 103 Fini proposent des rédactions alternatives.

L'am. 104 Bonde e.a. propose une sunset clause pour les actes non législatifs.

L'am. 105 Berès, van Lancker, propose une procédure pour les conditions d'applications des actes délégués et pour les orientations de politiques économiques.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 27**

### **Suppression de l'article**

Quelques amendements demandent la suppression de cet article : 107 Kirkhope, 108 Kelam e.a., 109 Stockton et 110 Heathcoat-Amory.

### **Définition des règlements délégués**

L'am. 114 Farnleitner change la dénomination par "actes délégués" vu qu'ils pourraient aussi prendre la forme de directives (voir am. 16).

Le règlement délégué complète des éléments de l'acte législatif mais ne le modifie pas : am. 115 Hjelm-Wallén e.a., 120 Teufel et 123 Borrell e.a.. L'am. 118 Lopes et Lobo Antunes propose l'opposé. Selon l'am. 121 De Vries et de Bruijn, il exécute des éléments de l'acte.

Certains amendements prévoient des matières qui ne peuvent pas faire l'objet d'actes délégués : am. 116 Tiilikainen e.a. (droits fondamentaux), 125 Quieró (compétences législatives exclusives) et 127 Hain (PESC, défense et actuel troisième pilier).

Une définition plus flexible est proposée par les amendements 117 Andriukaitis e.a. et 122 Hübner e.a..

Quelques amendements proposent d'attribuer caractère législatif aux actes délégués : am. 111 Duff e.a. et 112 Villepin.

### **Conditions d'application**

Quelques amendements proposent de transférer à la deuxième partie de la Constitution les modalités des conditions d'application du paragraphe 2 de l'article : am. 112 Villepin et am. 127 Hain. Un autre amendement propose de supprimer ces modalités dans la Constitution, elles devraient être établies au cas par cas par la loi : am. 128 Paciotti.

Par contre d'autres amendements proposent un plus grand degré de détail en ce qui concerne les conditions d'application : am. 114 Farnleitner, 116 Tiilikainen e.a. et 119 Kohout.

Quelques amendements proposent de supprimer le mécanisme de révocation prévu au premier tiret : 117 Andriukaitis et 129 Berès.

La suppression de la sunset clause prévue au troisième tiret est proposée par les ams. 117 Andriukaitis e.a., 118 Lopes et Lobo Antunes, 130 Fischer, 131 De Vries et de Bruijn, 132 Michel e.a., 133 Santer e.a. et 134 Fayot. Par contre l'am. 111 Duff e.a. et 135 Marinho, Van Lancker proposent des rédactions alternatives.

Les ams. 129 Berès et 137 Schlüter proposent de mieux préciser le deuxième tiret du paragraphe qui

concerne la possibilité pour le Conseil et le Parlement européen d'exprimer des objections.

L'am. 111 Duff e.a. propose un mécanisme de contrôle alternatif à celui proposé au paragraphe 2 pour les actes délégués.

L'am.113 Kaufman prévoit que la révocation puisse s'appliquer dans tous le cas tandis que les autres conditions doivent être prévues dans la loi au cas par cas. Tant le Parlement que le Conseil de manière indépendante, peuvent les utiliser.

L'am. 136 Roche et et 138 Azevedo et Nazaré Pereira concernent également les conditions d'application.

L'am. 124 Fini propose la suppression des règles de vote relatives aux conditions d'application.

### **Consultation**

La consultation des instances nationales, dans le cadre des actes délégués, est demandée par les am. 139 Brok e.a., 141 Wittbrodt et Foglezr et 137 Schlüter (y incluse la société civile).

L'am. 140 Chabert e.a. demande pour l'acte délégué les mêmes exigences de consultation d'organes que pour la loi qui lui sert de base.

Selon l'am. 126 Dam Kristensen l'acte délégué doit respecter le rôle des partenaires sociaux.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 28**

### **Principe de mise en œuvre par les Etats membres des actes de l'Union**

Les ams. 143 Kelam e. a. et 166 Fini demandent la suppression du premier paragraphe de l'article qui concerne la mise en œuvre au niveau national.

Plusieurs amendements soulignent le caractère de règle générale qu'a le principe de mise en oeuvre par les Etats membres des actes de l'Union : am. 149 Farnleitner, ainsi que les ams. 164 Teufel et 148 Wuermeling et Altmaier (qui qualifient d'exceptionnelle la mise en oeuvre au niveau de l'Union) et l'am. 165 Belohorská e.a. (qui mentionne le principe de subsidiarité).

L'am. 146 Lamassoure demande à fixer un délai pour la mise en oeuvre par les Etats membres.

Les ams. 147 Borrell e.a., 148 Wuermeling et Altmaier et 157 Fischer définissent ce principe de façon plus large : toutes les mesures des Etats membre sont visées, pas seulement les actes de droit, pour la mise en œuvre des actes de l'Union.

L'am. 174 Bonde e.a. déroge à l'obligation des Etats membres de mettre en oeuvre les actes de l'Union quand leur Parlement national s'y oppose.

### **Mise en œuvre des actes au niveau de l'Union**

Les ams. 144 Kirkhope et 150 Stockton nient la possibilité d'une mise en oeuvre au niveau de l'Union.

Les ams. 151 Hain et 159 Kohout proposent des rédactions plus flexibles en ce qui concerne la mise en oeuvre au niveau de l'Union.

L'am. 151 Hain propose que le Conseil puisse aussi être chargé de la mise en oeuvre au niveau de l'Union quand il s'agit de matières qui relèvent de l'actuel troisième pilier.

L'am. 156 Duff e.a. prévoit la possibilité d'attribuer des compétence d'exécution à des agences et l'am. 176 Gabaglio aux partenaires sociaux.

### **Modalités de contrôle des actes d'exécution**

Certains amendements précisent qu'il s'agit de modalités de contrôle des Etats membres : ams. 149 Farnleitner, 166 Fini, 167 Lopes et Lobo Antunes.

Plusieurs amendements sont contraires à l'application de la procédure législative pour fixer les modalités de contrôle et ils préfèrent la procédure actuelle: ams.157 Fischer (avec majorité qualifiée), 160 Queiró, 168 Palacio, 169 Muñoz Alonso, 170 Roche et 171 Hjelm-Wallén e. a.

L'am. 172 Villepin propose une loi organique pour fixer les modalités de contrôle. La même chose est proposée par l'am. 145 Kaufmann qui demande aussi un mécanisme de call back.

Plusieurs amendements s'expriment contre les mécanismes actuels de comitologie en proposant de supprimer le paragraphe 3 : am. 152 Brok e.a. et 153 Wittbrodt et Fogler. Dans la même ligne, d'autres amendements proposent de limiter les mécanismes de contrôle seulement à des comités consultatifs : ams. 166 Fini, 167 Lopes et Lobo Antunes, 154 Costa et d'Oliveria et 156 Duff e.a.. L'am. 151 Hain propose que les modalités de contrôle soient fixés au cas pas cas dans l'acte qui est mis en oeuvre. L'am. 143 Kelam e.a. prévoit une possibilité de révocation de la part du législateur (conformément à son am. 108 qui propose la suppression des actes délégués).

### **Instruments juridiques**

L'am. 149 Farnleitner supprime la mention des instruments juridiques à utiliser (16).

L'am. 155 Michel e. a. limite ces instruments à la décision ( conformément à son am. 17 ).

### **Autres amendements**

L'am. 142 Hübner e.a.: propose la suppression de cet article.

Les amendements 158 van der Linden e. a. et 173 Tiilikainen e.a. proposent des rédictions alternatives.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 29**

Suppression de l'article concernant les modalités spécifiques de la politique extérieure et de sécurité commune : ams. 177 Stockton, 178 Kirkhope .

L'am. 180 Hjelm-Wallén e.a. propose d'élargir les spécificités à tous les domaines couverts par l'action extérieure.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 30**

Suppression de l'article concernant les modalités spécifiques de la politique de défense commune : ams. 181 Stockton, 185 Kikhope et 184 Bonde et Seppänen (parce qu'il ne doit pas exister de politique de défense) ainsi que ams. 183 Tiilikainen e.a. et 182 Hjelm-Wallén e.a. (parce qu'elle fait partie de l'action extérieure),

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 31**

Suppression de l'article concernant les modalités spécifiques de la politique en matière de police et de justice dans le domaine pénal : ams. 186 Stockton, 187 Lennmarker, 188 Costa et D'Oliveira, 189 Hjelm-Wallén e.a., 190 Tiilikainen e.a., 191 Wittbrodt et Fogler, 192 Brok e.a., 193 Duff e.a., 194 Voggenhuber e.a., 195 Duhamel e.a., 196 Kirkhope, 197 Michel e.a..

### **Amendement commun aux trois articles**

L'am 179 Azevedo et Nazaré Pereira concerne les articles 29, 30 et 31 et propose d'assortir toute exception d'une clause de transition: une fois dépassé un certain délai, la règle générale serait appliquée.

## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 32**

### **Principe de proportionnalité**

L'am. 201 Lopes et Lobo Antunes propose de supprimer cet paragraphe parce qu'il serait redondant.  
Les ams. 198 Kaufmann et 202 Teufel voudraient que les instruments soient spécifiés dans les bases juridiques de la Partie II.

Les ams. 200 Fischer, 205 Korcok e.a. et 206 Andriukaitis e.a. ajoutent la référence au principe de subsidiarité.

Les ams. 199 Kirkhope et 204 Stockton limitent le choix des actes juridiques conformément à leurs ams. précédents (voir ams. 14 ou 25).

### **Principe de motivation des actes**

L'am 207 Hain propose une rédaction alternative qui semble chercher une plus grande précision

Les ams. 209 Farnleitner, 210 Lequiller, 211 Fini et 212 Michel e. a. adaptent cet article à leurs amendements précédents.

### **Autres amendements**

L'am. 208 Hjelm-Wallén e.a. : veut introduire un principe de bonne rédaction et de transparence.

L'am. 213 Duff e.a.: il faudrait indiquer dans un annexe à la loi-cadre la façon dont chaque État membre voudrait la transposer.

L'am. 214 Jacobs: les institutions devraient encourager l'auto-régulation et la co-régulation.

### **Fusion des article 32 et 33**

Am. 215 Villepin



## **FICHE D'ANALYSE DES AMENDEMENTS À L'ARTICLE 33**

Suppression de l'article : 216 Hain. Déplacer l'article à la partie II de la Constitution: am. 217 Kohout.

Les ams. 218 Fayot, 219 Santer e.a. et 230 Kaufmann permettent de considérer la BCE entre les institutions qui adoptent des actes non législatifs.

Publication des décisions qui désignent des destinataires: ams 229 Fischer, 230 Kaufmann et 231 de Vries et de Bruijn

Nombre d'amendements à cet article résultent de son adaptation à des amendements aux articles précédents: 220 Kirkhope, , 221 Stockton, 223 Lequillier, 224 Farnleitner et 235 Fini, (en ce qui concerne le catalogue des actes de l'Union et leur dénomination), ainsi que 225 Duff e.a., 226 Meyer, 227 Voggenhuber e.a., 228 Duhamel e.a. et 234 Michel e.a. (en ce qui concerne aussi la suppression de toute exception à la procédure législative pour l'adoption des lois et lois-cadre)  
L'am. 222 Pieters concerne la publication des actes dans toutes les langues officielles.

L'am. 236 De Vries et De Bruijn est réactionnel.

---